

Discours de la Rectrice Anne-Sophie NYSEN (ULiège) – Rentrée académique 2025

Avant d'évoquer avec vous cette nouvelle année académique, je voudrais revenir un instant sur l'année écoulée, et compléter l'excellent résumé vidéo que nous venons de voir : en signalant, ce n'est plus un scoop, que nous avons un nouvel administrateur, il s'appelle Julien Nicaise, il fait un super boulot, et je me réjouis tous les jours de sa venue ! Il a notamment une mission surhumaine : la simplification !

J'aimerais également ajouter un commentaire personnel sur deux sujets.

Le premier sujet, c'est la question des chaires et de la diversification des financements. Et plus particulièrement la chaire de recherche signée avec Thalès Belgique, qui nous a valu une récidive de l'occupation du bâtiment central par nos étudiants propalestiniens.

Ces coopérations, et les réactions qu'elles suscitent, nous posent en fait trois questions :

Première question : faut-il accepter, voire rechercher des financements privés industriels ? Ma réponse est clairement « oui » et je la base sur deux constats.

Le premier constat, c'est que nous en avons et en aurons de plus en plus besoin. Quelle que soit notre résistance aux restrictions budgétaires publiques, nous n'allons pas, sauf miracle, retrouver des conditions satisfaisantes avec les seuls financements publics. S'ouvrir et se diversifier, ou dépérir, il va falloir choisir.

Second constat : les grandes universités, notamment américaines, ont bâti leur succès sur ce principe de coopération. Je ne dis pas qu'elles sont un modèle à suivre en tout point. Mais je ne pense pas qu'elles aient perdu leur liberté de penser. Les attaques sidérantes de Trump sur leurs subventions publiques révèlent que les attaques contre la liberté académique ne viennent pas toujours de là où on le craint.

Deuxième question : L'université peut-elle accepter de signer de tels contrats dans le domaine de la défense ? Cette question est évidemment plus difficile au plan éthique, et nous pouvons en débattre au sein de l'institution. Ma conviction profonde est qu'une université publique a aussi pour mission de servir la société. Pas une société abstraite et purifiée de tous ses maux, mais une société bien réelle, avec ses enjeux et ses horreurs. L'université ne devrait pas détourner les yeux. Rappelez-vous les mots de François Mitterrand adressés aux pacifistes justement lors de sa visite d'État en Belgique en 1983 - il y a 42 ans : « Moi aussi je suis contre les euromissiles. Seulement, je constate des choses simples : le pacifisme est à l'Ouest et les Euromissiles sont à l'Est. Et je pense qu'il s'agit là d'un rapport inégal ». Il s'agit de pouvoir se défendre, et si possible autrement qu'en achetant des avions F35 aux Américains comme l'a fait la Belgique.

Troisième question : et quid d'Israël ?

En fait cette question ne concerne pas que Israël, même si l'actualité nous y ramène chaque jour. Nous ne pouvons pas ignorer que nous ne sommes pas maîtres des usages de nos innovations. La guerre à Gaza, l'occupation de nombreuses universités dans le monde – y compris la nôtre - par les étudiants propalestiniens nous ont conduit l'an dernier à renforcer notre lucidité et à expliciter nos règles de coopération en général. Nous avons mis en place un protocole par lequel nos équipes scientifiques

examinent les aspects éthiques et les possibilités de 'dual use' et veillent à ce que le développement des nouvelles technologies éventuelles ne serve pas d'actions contraires au droit international humanitaire. Nous considérons que ce protocole nous permet maintenant de protéger correctement nos valeurs éthiques dans le cadre de coopérations industrielles, y compris de défense. Il pourra faire l'objet d'améliorations au regard de son usage.

Certes, le cas d'Israël reste particulier.

Dans une interview à la télévision israélienne jeudi dernier, le président français Macron expliquait la décision de la France de reconnaître la Palestine comme État en disant : « Israël est en train de détruire totalement son image et sa crédibilité en agissant de la sorte à Gaza ».

Mon langage sera beaucoup moins diplomatique. Israël viole de manière cynique les lois internationales sur les droits humains et la guerre et se met peu à peu au ban des nations. Son action correspond de plus en plus clairement à la définition du génocide adoptée en 1948 par la Convention ad hoc des Nations Unies.

C'est pourquoi nous avons durci notre position à l'égard d'Israël en mettant fin aux collaborations universitaires avec deux universités clairement progouvernementales, et en suspendant toute nouvelle collaboration dans le cadre de Horizon Europe. Et nous allons examiner les reliquats de nos relations interpersonnelles avec des universitaires israéliens, tout en reconnaissant que cela entre en conflit avec la liberté académique.

Mais la condamnation symbolique la plus forte serait que l'Europe mette fin à l'accord de coopération économique et culturel très important qui la lie à Israël, et qui est subordonné au respect du droit international systématiquement violé par Israël. Avec le CRef et le VLIR, nous avons instruit deux demandes en ce sens auprès de la Commission européenne. Avec notamment le veto absolu de l'Allemagne, Ursula von der Leyen nous a éconduits. Nous continuerons à faire pression.

Oui, mais alors, Thalès, me direz-vous ?

Pourquoi avez-vous signé un contrat de coopération avec un industriel de la défense qui a sûrement un peu fricoté avec Israël ?

... et pourquoi avez-vous fait expulser les étudiants qui s'y opposaient par une occupation du bâtiment central ? C'est incohérent avec tout ce que vous venez de dire !

Eh bien non, ce n'est pas incohérent. D'abord il s'agit d'une chaire et non d'un contrat de recherche. C'est une nuance, mais elle a son importance, et l'accord contient une clause éthique parfaitement claire, qui exige le respect du droit international humanitaire. Ensuite ce dossier a été examiné en suivant notre protocole – avec certes un retard dysfonctionnel que je reconnaiss.

Quant à l'occupation des étudiants, il y a été mis fin dans le respect et sans aucune violence, contrairement à certains récits sur les réseaux sociaux. À la différence de 2024, à la veille des examens, le CA a demandé cette expulsion à la Justice, qui l'a accordée, et il l'a demandée non pas parce que ces étudiants exprimaient une opposition à la signature de l'accord Thalès, mais parce qu'ils exigeaient son annulation et en faisaient la condition non négociable de tout dialogue et de départ. Il n'est pas question que la politique d'enseignement et de recherche de l'Université soit dictée par ce genre de chantage.

Mon deuxième commentaire concerne les événements de jeudi dernier.

Je rappelle brièvement les faits : les invités d'une cérémonie tenue dans notre Salle académique ont été molestés à l'extérieur de l'Université pendant qu'ils cherchaient à rejoindre la porte d'entrée. Ces violences, sans précédent pour l'ULiège, ont été le fait d'individus masqués, essentiellement venus de Bruxelles, et infiltrés dans une foule nombreuse de manifestants. Elles ont entraîné des blessures pour plusieurs invités, ainsi que pour les forces de l'ordre – dont une commotion cérébrale.

Je salue ici le professionnalisme et le sang-froid des forces de l'ordre, qui ont permis que la cérémonie se tienne néanmoins, sans conséquence trop grave. Je salue également, une nouvelle fois, le professionnalisme de notre responsable sécurité, Lionel Hougardy.

Je rappelle que cette cérémonie n'était ni organisée ni initiée par l'Université de Liège, mais par le Centre Jean Gol, qui entendait célébrer ses 20 ans d'existence et commémorer les 30 ans de la disparition de Jean Gol, en présence de sa famille. Je rappelle aussi que Jean Gol était une personnalité publique de tout premier plan, un alumni et un ancien assistant de notre institution. L'ULiège avait loué pour l'occasion la Salle académique au Centre Jean Gol, selon une pratique établie de longue date, pour des manifestations culturelles, et pour des événements politiques – hors période électorale.

Lors de premières concertations avec les forces de l'ordre, il est apparu que des risques élevés de perturbation étaient à prendre en compte, du fait de la participation à la cérémonie de personnalités politiques notoirement contestées. Nous avons alors proposé aux organisateurs de déplacer la cérémonie au Sart Tilman, ou de la reporter, ce qu'ils ont refusé.

Le CA, consulté, n'a pas souhaité une annulation de l'événement, au nom de la protection de la liberté d'expression. Nous avons donc maintenu l'événement. Un dispositif renforcé d'accueil et de sécurité a alors été mis en place, en collaboration avec la police, autour du complexe du 20-Août. Par ailleurs, également sur la suggestion de la police, nous avons invité les membres du personnel à quitter le bâtiment pour 15h. Quatre cours ont été déplacés vers d'autres lieux.

Vous l'aurez vu au travers des médias, les perturbations annoncées ont, en effet, été importantes, et même violentes. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les atteintes aux personnes survenues à cette occasion. C'est tout simplement inadmissible. Et c'est également inquiétant pour nous, universitaires. La polarisation et la violence croissante dans notre société semblent malheureusement devoir pénétrer l'Université à travers ce type d'événement. La vocation de l'Université n'est pas d'accueillir cette violence, tout au contraire. L'Université doit rester un lieu de libre expression, y compris des désaccords, de débats possiblement polémiques, mais respectueux.

Savoir « ne pas être d'accord » devient une compétence démocratique clé. Et oui, nous allons devoir nous interroger sur l'efficacité de nos dispositifs pédagogiques à construire ces savoirs dans la société d'aujourd'hui et de demain.

C'est dans cet esprit que j'ai lu, avec je dois dire une certaine incrédulité, les conclusions tirées de l'incident par le Président du MR concernant l'ULiège.

Je n'attendais pas nécessairement de remerciements pour n'avoir pas annulé l'événement et maintenu la disponibilité de la salle académique malgré la multiplication des alertes. Mais je

n'attendais pas du tout qu'on annonce un 'recadrage de l'ULiège' ni une injonction à ses autorités de 'clarifier' les choses.

Je vais donc essayer de bien 'clarifier'.

Plusieurs professeurs de notre institution ont été reconnus parmi les manifestants. Et donc ???

La stratégie bien connue de l'amalgame, qui les assimile subrepticement aux fauteurs de violences, ne réussira pas à inverser la logique. On ne tuera pas la liberté d'expression au nom de ... la liberté d'expression. Les professeurs et autres membres de cette université disposent d'un droit d'expression inaliénable, même quand ils expriment une opposition, que ce soit à leur Rectrice, à leur Ministre, ou même à un personnage aussi prestigieux que le Président d'un parti de gouvernement. Enfin, pour la Rectrice, il faut voir... Mais ils auront mon soutien total, aussi longtemps qu'ils resteront respectueux et bien sûr non violents.

J'ai passé avec mon équipe des heures à gérer au mieux cet événement. Je n'ose même pas calculer ce que ça nous a coûté en équivalents temps plein. Alors oui, nous allons en effet procéder à un certain recadrage. Nous allons mettre en place des mesures protectrices pour mieux encadrer l'acceptation de ce type d'événements. Et pour commencer, nous allons sacraliser la Salle académique.

Une petite anecdote finale, justement à propos de cette salle chargée de symboles. Sur leur affiche d'invitation, les organisateurs avaient rebaptisé notre Salle académique « Salle Jean Gol ». Nous en avons demandé la correction rapide. Pour reprendre la formule consacrée, 'je ne doute pas' qu'il s'agissait d'un petit épisode d'euphorie maladroite, et non le signe précurseur d'une 'reprise en main' de l'Université à la mode Trump ...

Trump, Trump, Trump, c'est devenu le gong qui nous ramène aux tristes réalités du Monde.

Je ne voudrais pas avoir l'air de toujours vous rechanter la même chanson triste, mais on entre bel et bien dans un monde ...peu enviable. Plus violent, inégalitaire, polarisé que jamais. C'est le retour des empires, des États-nations, de la loi du plus fort, et de la guerre. Nous devons regarder cette réalité en face, comprendre les grandes lignes de faille de cette nouvelle tectonique des plaques, afin de pouvoir nous adapter en repensant notre rôle dans la société.

Je lisais récemment une tribune du philosophe Gaspar Koenig dans Les Échos, où il expliquait que toute la stratégie géopolitique des États-Unis était, sans aucune exception, fondée sur la captation de ressources naturelles précieuses : l'Ukraine, le Groenland, le Congo, le Canada, et même l'idée loufoque de rebaptiser (décidément, rebaptiser est à la mode) le golfe du Mexique en « golfe d'Amérique ». « L'administration Trump semble donc reconnaître la finitude de notre planète et de ses ressources, en faisant le choix cynique de piller celles des voisins ».

Il en va vraisemblablement de même pour Xi Jing Pin, Poutine et quelques autres. Cela me semble être une première composante lourde de la période : tout en la niant officiellement, le monde se prépare à affronter la catastrophe du changement climatique dans un chacun-pour-soi impitoyable.

Une seconde composante lourde me semble être la transformation radicale de nos rapports socio-politiques déclenchée par la révolution digitale, les réseaux sociaux et l'IA, qui bouleversent notre 'connectivité sociale'. Comme le dit la politologue Asma Malha, ce que nous vivons n'est pas seulement

une crise de la démocratie, « c'est sans doute beaucoup plus radical que ça, c'est un fascisme spectacle où Trump fait le show, et pendant qu'on est occupé à le commenter, s'installe un nouveau système totalitaire (...) qui au nom de l'homme augmenté nous reprogramme selon l'idéologie de quelques milliardaires (...), un totalitarisme 'soft' qui se 'share', se 'like', se 'follow' (...). C'est une mainmise sur la fabrication des savoirs, sur votre perception du monde et du réel (...) qui empêche de prendre du recul pour décrypter cette nouvelle arène du pouvoir ».

Et une troisième composante lourde est évidemment le grand mouvement de régression politique et culturelle, qui voit la montée de l'extrême droite, des intégrismes religieux, le recul des libertés démocratiques et notamment de la liberté de la presse, le recul des conquêtes humanistes (droit des femmes, des LGBT, des minorités en général). L'ambassade des USA a envoyé il y a quelques mois une lettre aux entreprises partenaires des USA exigeant la cessation de leurs éventuelles politiques d'égalité.

Et bien sûr, ce qui nous concerne et nous inquiète le plus ce sont les attaques contre la liberté académique et la liberté de recherche. Et je ne vais pas revenir sur les détails de l'incroyable agression de l'administration Trump contre les universités américaines. Mais ce qui se passe là-bas est très grave.

Quelqu'un a dit : « Trump c'est le retour du Mc Carthisme en pire. C'était les poursuites pour des idées politiques, maintenant c'est les poursuites pour des idées scientifiques ».

Dans son roman séminal « 1984 », Georges Orwell écrit : « Les dictateurs commencent toujours par détruire la science ». Et il ajoute : « La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre ».

Alors quand j'entends un ministre dire que la recherche en sciences sociales ou certaines recherches fondamentales ne devraient plus être financées comme les autres, j'ai peur. Je me dis que même ici en Belgique, nous ne sommes à l'abri de rien.

Et je me suis demandé, avec mon équipe : « quelle attitude, quelle posture devons-nous, et pouvons-nous, prendre dans un tel contexte ? ».

Et comme les autres années, j'ai essayé de condenser la réponse dans un petit slogan, une devise en quelques mots clés. Et j'ai retenu pour cette nouvelle année académique :

« Esprit critique, audace, et résistance »

Et le premier usage que je fais de ce slogan, c'est de guider ma proposition de DHC. Et mon slogan de cette année m'a guidée vers trois personnes très différentes, mais que je trouve également admirables, et qui m'ont fait l'immense plaisir d'accepter notre invitation :

- Alain Aspect : professeur à l'Université Paris Saclay et à l'École Polytechnique de Paris, lauréat de nombreux prix, co-lauréat du Nobel de physique 2022, il a conçu l'expérience qui a tranché un débat de 50 ans entre Einstein et Bohr concernant la nature de l'imbrication quantique, et donné raison à Bohr.
- Yasmine Belkaid : née à Alger et fille du résistant anticolonialiste et ministre algérien Aboubakr Belkaid, assassiné en 1995 pendant la décennie noire. Elle est une immunologue et chercheuse spécialiste des relations entre les microbes et le système immunitaire. Elle dirige l'Institut Pasteur depuis le 2 janvier 2024 pour un mandat de six ans.

- Thomas Ostermeier : metteur en scène de théâtre et figure majeure dans ce domaine en Europe. Admirateur d'Ibsen, il crée des mises en scène audacieuses aux rythmes « plus vrais que la vie » qui revisitent les grands textes à la lumière des enjeux sociopolitiques actuels. Depuis 1999, il est directeur artistique de la Schaubühne de Berlin.

Chacun d'eux viendra à Liège au cours de l'année académique pour la cérémonie de sa mise à l'honneur et donnera une conférence. Yasmine Belkaid le 17 novembre 2025, et Thomas Ostermeir le 11 décembre 2025, Alain Aspect le 9 mars 2026. Vous en trouverez dans notre revue « Le Quinzième Jour » une présentation plus détaillée.

Mais en attendant, vous allez les voir et les entendre en vidéo, car notre service COM a eu l'excellente idée d'aller les rencontrer et de leur demander de réagir à la triade « esprit critique, audace, et résistance ».

Écoutez-les !

Voilà, je trouve que c'est très intéressant, et ça me dispense de vous faire le commentaire moi-même !

En revanche, j'aimerais bien terminer en évoquant nos perspectives de façon plus concrète, sur les statuts des personnels, les finances, les grands projets.

Je me suis déjà clairement exprimée sur la réforme des retraites. C'est tout le modèle de l'Université publique qui est mis à mal, et donc son attractivité notamment à l'international. Ce modèle repose sur la garantie de pension qui compense les faiblesses relatives des rémunérations pendant la vie active. Les institutions seront contraintes de construire un 2^e pilier de pension, dont le coût va s'ajouter au renchérissement des rémunérations d'un personnel en moyenne plus âgé, avec des subsides en décroissance. Même si les marges de manœuvre sont faibles, la résistance est cruciale, à tous les niveaux - CRef et VLIR, organisations du personnel – et avec tous les autres fonctionnaires concernés (notamment les autres enseignants et la magistrature).

Concernant les finances, la situation de l'ULiège est saine. Nous n'avons aucun emprunt, une trésorerie et des réserves de niveau très raisonnables pour couvrir un éventuel accident de parcours. Notre plan stratégique immobilier est déjà financé jusqu'en 2028. Et nous commençons à planifier le suivant.

Mais sur la longue trajectoire de réductions budgétaires que nous avons subies, il est bien loin le temps où l'Université de Liège pouvait construire le Sart Tilman ou le site océanographique de Stareso en Corse. On nous demande de faire revenir deux Facultés au centre-ville pour participer à redynamiser Liège. Il y a bien quelques idées pour le concrétiser, bien que tout semble très compliqué, mais étrangement je ne reçois aucune offre de co-financement ! Et nous n'allons pas assumer ça sur nos seuls fonds propres !

D'autant que si nous clôturons chaque année un budget en équilibre, les nuages s'accumulent. Les contrôles fiscaux se multiplient avec la volonté de remettre en cause des interprétations de la loi et des pratiques favorables aux universités. Deux exemples. L'exemption de TVA pour les activités des soins de la faculté vétérinaire, qui sont évidemment indispensables aux travaux pratiques de l'enseignement, est contestée suite à une plainte de la profession, et on nous réclame un arriéré de plusieurs millions d'euros.

Même chose pour ce qu'on appelle le « précompte chercheur », soit l'exemption de charges sociales pour l'activité de recherche des professeurs, sauf qu'on parle ici de sommes dix fois supérieures.

Côté recettes, nous restons prisonniers du principe de l'enveloppe fermée - c'est à dire à total constant - du financement public, ce qui attise la compétition entre les universités pour attirer les étudiants, et in fine diminue le budget disponible par étudiant.

C'est pourquoi, comme je l'ai évoqué, tout en nous battant contre les restrictions budgétaires à venir (résistance) et nous ne réussirons que si nous parvenons à construire une solidarité plutôt qu'une compétition au sein des universités et entre les universités wallonnes - nous devons faire évoluer notre modèle de fonctionnement pour l'ouvrir à des financements nouveaux.

Nous devons également renforcer nos participations aux projets de recherche européens, et pour cela développer notre assistance aux chercheurs, car c'est de plus en plus compliqué. C'est pourquoi nous allons renforcer les moyens de notre cellule Europe. Et nous devons aussi nous inscrire dans de grands projets internationaux, dont le télescope Einstein est un bel exemple. Je pense aussi à la protection des océans et à la découverte des exoplanètes. Je veux saluer le geste du gouvernement wallon qui a investi 200M€ dans le projet du télescope Einstein.

Et nous avons deux grands domaines prioritaires pour développer nos recherches, innover et viser l'excellence : les transitions (climatique, écologique, sociétale, etc.) - domaine porté et structuré par notre nouveau Laboratoire des transitions- et le domaine de l'Intelligence Artificielle, qui, qu'on l'aime ou pas, que ce soit en bien ou en mal, est en train de transformer nos vies et notre société à une vitesse folle, avec une ampleur et une profondeur des conséquences comparables à l'électrification.

Et si vous m'accordez encore trois minutes d'attention, je voudrais poser une question de fond : non pas « et Dieu dans tout ça ? », mais « et l'université publique dans tout ça ? ».

En d'autres termes, qu'est-ce une université publique aujourd'hui ? Cela a-t-il toujours un sens ? Les universités d'État sont-elles traitées différemment des autres ?

Et qu'est-ce que tout ça devient dans le monde que nous venons de survoler ?

Je poserai volontiers ces questions à Philippe Dubois, Recteur de l'Université de Mons, qui m'a fait le grand plaisir d'être là...

Mais je vais essayer de donner quelques éléments de réponse.

Je peux faire un premier constat : en matière de financement, les universités publiques sont traitées de manière strictement identique aux autres : elles ne bénéficient d'aucun traitement favorable.

Par contre, sur le plan des contraintes, elles sont soumises à une loi de 1953 qui règle la gouvernance, et aux décrets de gestion budgétaire de l'État, nettement plus rigides et contraignantes que celles du privé.

La seule 'marque de fabrique' que je leur vois, c'est le pluralisme. Leurs lunettes ne sont pas 'colorées' par une préférence religieuse, politique ou philosophique. Elles doivent non seulement accepter, mais nourrir, éduquer la pluralité des conditions et des visions, ainsi que leur coexistence pacifique. Et cela, pas seulement en son sein, vis-à-vis de son personnel et de ses étudiants, mais également en provenance de la société.

C'est, je crois, ce qui fait la noblesse de leur mission, de notre mission. Parce que cela nécessite de l'audace, du sens critique, de la créativité. Parce que nos universités publiques doivent porter la

'falsifiabilité' de Karl Popper au-delà du statut de critère de discours 'scientifique', au statut de critère de discours citoyen.

Pour le dire plus simplement, elles doivent appliquer ce que j'appellerai le 'théorème de Jacques Prévert', qui affirme que, je cite « dans chaque église, il y a toujours quelque chose qui cloche ».

Cette 'noble mission' pourra-t-elle, saura-t-elle, méritera-t-elle de survivre à la convulsion du monde ?

Je vous laisse avec cette question.

Il est possible que nous ayons l'occasion de la ré-évoquer avant la prochaine rentrée académique, car je me suis laissé dire qu'il y aurait des élections sur le chemin.

Anne-Sophie NYSSEN, Rectrice de l'Université de Liège